

ACUF Association des Combattants de l'Union Française

source : site de l'ACUF, mémoires fin d'un empire du général Raoul Salan (1971)

Le 15 juin 1945, le général Leclerc est nommé commandant en chef du Corps Expéditionnaire Français en Extrême Orient (C.E.F.E.O.).

Il quitte ses fonctions en juillet 1946, cinq mois avant le début de la guerre d'Indochine.

Au début de l'année 1947, après près deux ans de combats en d'Indochine et devant les difficultés morales et matérielles qu'ils rencontraient à leur retour en métropole où rien n'avait été prévu, ni par les pouvoirs publics, ni par des initiatives privées, pour leur accueil, voire parfois face à l'hostilité de certains groupes de pression politiques, des combattants rapatriés d'Extrême Orient éprouvèrent le besoin de se regrouper et de s'associer.

Ils voulaient aussi défendre la mémoire de leurs camarades Morts pour la France sur ce territoire d'opérations lointain et soutenir activement ceux qui poursuivaient là-bas le combat pour la défense de la liberté.

En juin 1947, des rapatriés d'Indochine, dont Louis Guilbert, se mettent en rapport avec des camarades puis se rendent à la direction du journal *Climats*, dirigé par le général Chevance-Bertin, conseiller de l'Union française, pour exposer leurs buts : « Défense de nos camarades qui continuent à se battre et aide aux rapatriés qui se trouvent dans le besoin. »



L'Association des anciens du C.E.F.E.O (Corps Expéditionnaire Français en Extrême Orient) est fondée.

Informé des conditions pitoyables dans lesquelles se trouvaient un grand nombre d'entre eux, rapatriés sanitaires, démobilisés, le Général Leclerc se fait un devoir de parrainer la jeune association.



Il en accepte la présidence d'honneur et, pour consacrer ce patronage, donne pour insigne à l'association celui qu'il avait lui-même composé pour le C.E.F.E.O, l'ancre de marine de la 9^{ème} DIC, soutenant le blason de la 2^{ème} DB (de pourpre de sable et d'or), les deux grandes unités ayant constitué les premiers éléments du corps expéditionnaire. Il en confère le port aux membres de l'association et le soin d'assurer la pérennité de sa tradition.



La disparition, trois mois plus tard, du grand soldat, privera l'association naissante de l'appui qui lui était nécessaire. C'est dans la difficulté et la pauvreté qu'elle va s'implanter et s'organiser au plan national. Son premier local lui est prêté par la Croix-Rouge, rue de Berri à Paris. Elle sera ensuite hébergée dans la maison de la 2^{ème} DB, 118 rue de Grenelle. Malgré tout, apparaissent les premières sections de province : Bordeaux, Lyon, Marseille, Nancy, Lille, Nantes...

De 1947 à 1954, année de la fin de la guerre d'Indochine, sous les présidences successives de :

- docteur Pierre Varé (1947-1948),
- amiral d'escadre Philippe Auboyneau (1948-1949),



- général d'armée aérienne Pierre Fay, qui a commandé l'aviation en Indochine (1949-1951),



- Yves Gignac (1951),
- colonel Henri Mirambeau (1952-1954),
- Roger Delpey, écrivain (1954-1955),



l'association couvrira le territoire métropolitain d'un réseau d'entraide et de dévouements particulièrement efficace qui s'étendra bientôt outre-mer et à la zone d'occupation en Allemagne.

Dès 1950, c'est la collecte de Noël pour l'envoi de champagne à tous les soldats d'Indochine et le lancement à Paris des « journées de fraternité combattantes ».

En 1951, la campagne « l'hélicoptère pour les évacuations en Indochine », les collectes de sang en métropole pour les blessés, la participation à la création du Comité National d'Aide aux Combattants d'Indochine (CNACI) dont l'association assure une vice-présidence.

C'est grâce aux fonds recueillis en 1952, avec l'aide remarquable de Mme Augustin-Thierry, que l'association peut enfin détenir sa maison à elle : elle s'installe dans les locaux du 45, rue de Naples à Paris.

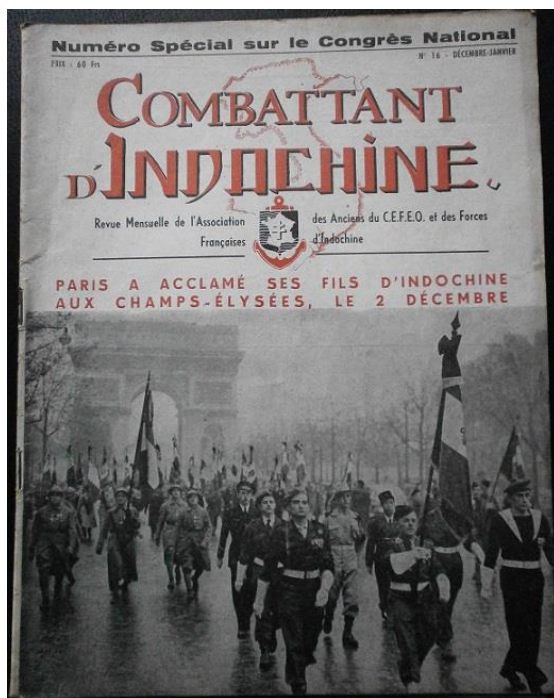
A la demande du Général Monclar, l'amicale des anciens de Corée s'affilie à l'association qui crée cette même année, le « groupement des familles de disparus ».



Le 18 juillet, l'association obtient le vote par le Parlement d'une loi reconnaissant aux militaires ayant servi en Indochine et en Corée la qualité de combattant et l'application des dispositions légales dont bénéficient les anciens combattants de la guerre 1939-1945.

Elle assure maintenant, de façon exclusive, la représentation des combattants d'Indochine.

Et, simultanément, la Section de Marseille met en place une antenne en fin de la chaîne administrative afin de mieux accueillir et orienter nos camarades rapatriés.



2 décembre 1951

L'Association des Anciens du CEFEQ prend une ampleur et une orientation nouvelle à partir de 1952-1953, au moment de l'arrivée au secrétariat général du sergent-chef Yves Gignac, président de la section de Bordeaux ...



28 000 cotisants, dont 7 à 8 000 militants. Un tiers des membres militaires d'active, officiers et surtout sous-officiers.

En 1953, elle renforcera cette position par la création d'un Foyer/centre d'accueil, 4 boulevard de la Liberté, à côté de la gare Saint Charles. Grâce au concours de bienfaiteurs étrangers, elle assure en grande partie l'équipement d'installations pour la réadaptation des aveugles de guerre. A la fin de cette année, elle acquiert un terrain à Oran et y installe un centre d'accueil pour les soldats d'Indochine rapatriés en Afrique du Nord qui transitent dans ce port.

Elle comptera, en 1954, plus de 400 sections départementales ou locales.

Au début de 1954, c'est grâce à l'acquisition d'un terrain de 20 hectares à proximité de Fontainebleau, en Seine-et-Marne, l'installation du centre de repos « L'Escale » où sont reçus les convalescents sans famille à la sortie des hôpitaux militaires.

Ces trois établissements, Marseille, Oran, Fontainebleau, fonctionnent jusqu'à la fin de la guerre d'Algérie.

Alors que se déroule la bataille de Dien Bien Phu, à deux reprises le 18 mars et le 4 avril, l'association mobilise la population parisienne à l'Arc de Triomphe pour manifester la solidarité de la France avec les défenseurs du camp retranché.

La seconde de ces manifestations provoquera l'émoi du pouvoir politique qui y verra l'armée sortir de son rôle de « Grande Muette » ...

Dès la signature du cessez-le-feu en Indochine, l'association prend une part importante aux recherches concernant les prisonniers du Vietminh.

Elle participe à l'organisation de leur accueil en France et, dès octobre, lance une campagne pour faire connaître les conditions inhumaines de leur détention ainsi que le scandale des trop nombreux disparus.

Avant la fin de l'année, elle obtient la publication des décrets d'application de la loi du 18 juillet 1952 et le paiement d'une indemnité aux anciens prisonniers des japonais en Indochine.

Rien de ce qui se passe ou se fait en Indochine n'est alors étranger à l'association qui compte à ce jour 30 000 membres dont un tiers composé de militaires en activité.

Mais le 1^{er} novembre 1954 c'est la Toussaint sanglante et le début de la guerre d'Algérie où nombre d'anciens d'Indochine sont aussitôt engagés.

Dans les premiers mois de 1955, l'association obtient encore par un vote du parlement l'apposition, sous l'Arc de Triomphe de l'Étoile à Paris, d'une plaque de bronze portant l'inscription suivante :

« Aux combattants d'Indochine, la Nation reconnaissante ».



Puis, à sa demande, alors que l'intégrité du territoire national est menacée, dans un souci de renforcer la liaison entre la Nation et son armée, par une décision du ministre de la défense est créé un « Comité de Patronage » de l'association constitué de personnalités militaires ayant servi en Indochine dont la présidence est confiée le 12 novembre 1956 au Général Raoul Salan, commandant en chef en Algérie, et qui devient ainsi le second président d'honneur de l'association. Il le restera jusqu'à sa mort ...



Le souci de l'association est alors de réaliser l'amalgame entre les vétérans d'Indochine et les rappelés et appelés en Afrique du Nord afin, d'une part, d'éviter à ces derniers les difficultés rencontrées par leurs aînés à leur retour et, d'autre part, de constituer une véritable communion et une totale solidarité entre le pays et ses soldats, ce qui nous avait tant manqué pendant la guerre d'Indochine.

Pour permettre cet amalgame et répondre au vœu exprimé naguère par le général de Lattre l'association change alors son titre et devient :

« L'Association des Combattants de l'Union Française » (ACUF)

« Leur statut, dans son paragraphe premier, dit : faire respecter la mémoire de nos morts tombés sur les terres extérieures. »

Une modification de ses statuts lui permet d'accueillir dans ses rangs les combattants d'Afrique du Nord.

Pour soulager l'armée, elle crée un service de « volontaires civils gardiens de fermes » qui avec l'agrément du commandement verra un début de réalisation en Oranie ...

L'association tend ainsi à devenir le soutien et la base arrière de l'armée d'Algérie en métropole. En outre, par ses nombreuses sections sur place (plus de 30 sections sur l'ensemble des départements algériens) elle concourt à faciliter les contacts entre la troupe et les populations locales.

Les 6 et 7 juillet 1957, à Alger, parmi ceux qui prêtent serment de garder l'Algérie française, on retrouve Yves Gignac, secrétaire général de l'ACUF.

Le 16 mai 1958, l'ACUF adresse un télégramme au président Coty après l'arrestation des membres du comité directeur, le général Chassin et Yves Gignac.

Dans l'Echo d'Alger du 19 mai 1958, l'ACUF s'indigne contre l'arrestation de son secrétaire général Yves Gignac.

Au congrès de 1960 de la Cité catholique à Issy-les-Moulineaux, on pouvait rencontrer : le maréchal Juin, les généraux Weygand (président des Amis de Jeanne d'Arc), Chassin (ACUF), Touzet du Vigier, Frémot, les amiraux Auphan et de Penfentenyo, le docteur Lefebvre ...

Fin mai 1961, le général Raoul Salan charge Yves Gignac (secrétaire général de l'ACUF) de la mission "France I" en vue de regrouper et de coordonner les partisans de « l'Algérie française » au sein de l'OAS en métropole.

A partir de 1962, l'action de l'ACUF, qui a transféré son siège 26 rue Saint Joseph dans le 2^{ème} arrondissement de Paris, privilégie son action en faveur des anciens aux harkis et supplétifs musulmans.



Présidents de l'association depuis sa création

- ❖ M. Jean MAURY, président par intérim 1958-1960
- ❖ Général d'armée Raoul SALAN 1960-1961
- ❖ Général d'armée aérienne Louis CHASSIN 1961-1962
- ❖ Colonel Charles CHEVALIER (co-président) 1962-1963
- ❖ Colonel Roger TRINQUIER (co-président) 1962-1963
- ❖ Général de division Jean GRACIEUX 1964-1974
- ❖ Général de division Max BRIAND 1974-1980
- ❖ Colonel Jean GARDES 1980-1985